

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Amerique-Latine-de-la-decennie-gagnee-a-la-decennie-dispute>

# **Amérique Latine, de la décennie gagnée à la décennie disputée**

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : samedi 7 décembre 2013

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

## Analyse de l'étape géopolitique

Les transformations géopolitiques (et géoéconomiques) en cours sont sans précédent dans le passé. Elles montrent une transition systémique recomposant l'équilibre des forces à travers de nouvelles configurations institutionnelles, économiques, militaires, culturelles, idéologiques et commerciales. Au moment actuel, au début de la seconde décennie du XXIème siècle, la primauté des Etats-Unis d'Amérique est en léger déclin et avec elle l'ordre interétatique et l'économie-monde qui en dérivent. Dans ce contexte s'ouvre un scénario incertain, marqué par l'émergence de nouvelles puissances et de nouveaux blocs régionaux, qui, s'ils ne jouent pas un rôle de leadership global, produisent du moins un équilibre multipolaire précaire.

La crise capitaliste qui secoue les pays au coeur de l'économie-monde - convertie en crise structurelle par exemple dans de nombreux états du sud de l'Union Européenne - ouvre un espace à des changements politiques inédits et à une reconfiguration des blocs actuellement difficilement prévisible. Le rôle que jouent la Chine et de façon plus accessoire, les économies du sud-est asiatique, pourra être décisif dans le nouveau jeu d'échec mondial. Les pays (mal nommés émergents, représentés par les BRICS (plus l'Argentine), continuent à jouer un rôle prépondérant dans ce réordonnement mondial. Tout bouge à grande vitesse ; les analyses récentes sont déjà caduques. La rapidité de cette métamorphose géopolitique exige d'actualiser la vue d'ensemble, et cela plus encore dans le cas de l'Amérique latine qui apparaît comme une nouvelle région proactive dans ce processus de reconfiguration.

De fait, l'Amérique Latine, au cours de ces années-ci, fait face à ce changement d'époque, mondial et régional, avec le désir d'une proposition de convergence d'intégration régionale en plein débat. Mais elle prend en même temps des initiatives opposées, qui oscillent depuis des changements structurels contre-hégémoniques, en passant par des propositions post-néo-libérales modérées, jusqu'à la formulation d'autres propositions déjà connues, conservatrices de l'ordre établi et contre-progressistes.

Ces dernières années, la région [1] a subi des changements innombrables quant aux nouveaux gouvernements, aux nouvelles politiques économiques, et fondamentalement, aux nouveaux espaces d'articulation des relations économiques entre pays. La dernière décennie, une décennie « gagnée » pour une bonne partie de l'Amérique latine en termes de développement social et d'expansion démocratique, a été caractérisée par un déplacement vigoureux des relations commerciales, productives, sociales, culturelles et politiques. En peu de temps, les accords commerciaux ont changé de conditions, de pays, de blocs. L'intérêt croissant pour des structures productives plus solides a conduit à repenser les différentes modalités d'interaction économique avec le monde, et tout particulièrement au sein même de la région. L'inflation des processus d'intégration est justement le résultat de tout cela, de l'indétermination des objectifs propres de chacun, des nombreux courants et des tentatives pour concilier les divers modèles de développement et d'accumulation existants. De plus, sur le fond, la tension entre des politiques au relent national-populaire et l'architecture transnationale (régionale) est toujours un fait qui doit être présent à l'esprit dans toute analyse prospective.

L'Amérique Latine n'est plus, certes, celle des décennies « perdues », au cours desquelles les politiques néolibérales étaient implémentées à travers des Programmes d'Ajustements Structurels et des Plans de Stabilisation. Jusqu'au milieu de la décennie des années soixante-dix, l'économie-monde prend un virage important quant au modèle d'accumulation capitaliste, elle renonce au rôle prépondérant qu'avait tenu l'Etat et opère une transition vers un modèle où le marché jouerait un rôle central. Cette nouvelle étape néolibérale réussit à réduire l'Etat sans le faire disparaître ; de fait le nouvel Etat - corporatif et favorable aux privatisations - facilite l'entrée de l'Amérique Latine dans les logiques de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce), des Traités Bilatéraux d'Investissements, et de l'assujettissement au CIADI (Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements), organisme juge et partie, dépendant de la Banque Mondiale.

L'expansion des marchés financiers - entraînée par la rapide circulation du dollar - et la crise du pétrole ont contribué dans une large mesure au changement du modèle d'accumulation. La production commence à se mettre au service du capital financier. La tendance observée depuis la décennie des années soixante-dix montre une plus grande mobilité géographique du capital, produite par les changements de l'organisation des processus de production et d'échanges. Et l'Amérique latine n'est pas restée à l'écart de ce processus : la crise de la dette et l'hyperinflation ont constitué des justifications parfaites pour le débarquement de politiques économiques néolibérales dirigées au cœur des pays centraux par Ronald Reagan aux États-Unis et par Margaret Thatcher au Royaume Uni. Cependant, la dictature de Pinochet au Chili, et aussi celle de Videla en Argentine, donnèrent, de fait, un avant-goût représentatif du néolibéralisme qui viendra ensuite.

Le système-monde imposait de nouvelles conditions à la périphérie. Cette fois, c'était le tour de l'ouverture [2] obéissant aux nécessités du grand capital financier international. Pendant ces décennies, les politiques économiques néolibérales furent orientées de manière à détruire l'État en tant que producteur, en tant que contrôleur des secteurs stratégiques, et à lui laisser (mais oui), un rôle de régulateur de la logique capitaliste. Pendant ces années seront mises en œuvre toutes les politiques nécessaires pour que se produise un transfert de valeur des uns vers les autres, d'une majorité populaire (qui s'est appauvrie) à une minorité (qui s'est enrichie). La souveraineté *des pays de la périphérie* a ainsi été confisquée en faveur d'intérêts étrangers, ne leur permettant qu'une insertion subordonnée et inégalitaire dans le monde. Le modèle productif, dans ces années là, avait été choisi pour répondre aux exigences mondiales. Le modèle d'exportation primaire fut renforcé dans les pays de la périphérie, et comme tel, en Amérique Latine ; la désindustrialisation fut un fait. La demande interne a été satisfaite dans une grande mesure par une politique significative d'importations qui a engendré une forte dépendance à l'égard des entreprises internationales pour la satisfaction des nécessités quotidiennes. Ces entreprises se substituaient à quelque tentative que ce soit de production interne. Ainsi le transfert de valeur vers l'extérieur était assuré ; les relations d'échange étaient absolument inéquitables ; et le modèle productif national, s'agissant aussi bien des produits que des producteurs, présentait un degré élevé de dépendance vis à vis des modèles productifs internationaux. L'Accord de Washington réussit à ce qu'une région produise ce dont avaient besoin les pays centraux. L'échange inégalitaire entre le centre et la périphérie était renforcé par l'hégémonie des politiques économiques néolibérales et par ses institutions internationales (Fond Monétaire International (FMI), Banque Mondiale (BM), Banque Interaméricaine de Développement (BID)). Ceci a entraîné à son tour, un échange écologiquement inégalitaire, où les ressources naturelles des pays de la périphérie étaient spoliées au profit des multinationales des pays centraux, au prix de bas salaires et d'une multitude de passifs environnementaux. L'Amérique Latine a renforcé ainsi son côté "perdant", du fait de la captation de ses grandes richesses naturelles nécessaires aux pays du centre du système-monde capitaliste. Bref le « capitalisme (néolibéral) par la dépossession », comme disait Harvey, a été mis en pratique.

Pendant cette période la région n'a jamais veillé sur elle-même, les rares espaces d'intégration étaient dessinés depuis le centre du système-monde. Celui-ci ne regardait qu'à travers une optique strictement commerciale, laissant totalement de côté l'aspect productif, financier, social et culturel : seulement et exclusivement l'intégration commerciale. Et celle-ci visait plutôt à faciliter des règles rendant le commerce asymétriquement libre et à lui permettre de croître. Rien pour faciliter les améliorations structurelles nécessaires aux économies nationales afin de garantir un changement réel de mode d'accumulation en faveur des majorités exclues.

Les politiques économiques néolibérales ont eu un impact important sur la désintégration sociale et économique dans tous les pays de la région : croissance de la pauvreté, exclusion économique, sociale et culturelle, inégalités, chômage, précarisation des conditions de travail, érosion de la nature, et aggravation des exclusions d'origine coloniale ou patriarcale. Devant ce panorama, et compte tenu de l'usure croissante des partis politiques traditionnels, une grande partie de la population répondit par de fortes mobilisations. Celles-ci sont à l'origine d'un nouveau tissu social mieux organisé pour exiger des changements et des transformations sur le terrain politique, économique, social et culturel. Le noyau commun de toutes ces exigences fut de mettre fin aux politiques d'inspiration néolibérale qui n'ont finalement bénéficié qu'à quelques-uns au détriment de la plupart des autres qui ont été assujettis. La région s'est mise à changer de camp sur le plan politique. Les actions collectives dans certains pays d'Amérique Latine ont amené à l'élection de gouvernements dénommés « progressistes », qui ont proposé des plateformes

politiques « alternatives » par rapport au paradigme économique dominant. Nombreux sont les pays qui se sont engagés sur ce chemin difficile mais nécessaire, consistant à construire une nouvelle organisation économique, politique, sociale et culturelle, assortie d'un approfondissement démocratique. Cela s'est produit, au milieu d'un monde globalisé, qui, en dépit de sa transition systémique, conserve encore des forces économiques et politiques qui rejettent toutes grandes divergences concernant l'ordre économique formant le système capitaliste mondial.

Dans ce virage politique en marche, au milieu de cette transition systémique géo-économique mondiale, la grande affaire à souligner, est que la région a commencé un long chemin pour se construire elle-même dans une grande indépendance par rapport aux pouvoirs économiques dominants à l'échelle globale. Des espaces novateurs d'intégration sont apparus, qui non seulement se préoccupent du désir d'un meilleur échange commercial entre pays voisins (dans le cadre de la région), mais encore commencent à engager d'autres étapes de relations plus équitables et plus justes. Parmi ces nouvelles tentatives, l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique - Traité de Commerce des Peuples (ALBA-TCP) a été sans aucun doute le nouveau lieu de rencontre pour que certains pays de la région commencent à construire un nouveau paradigme économique supranational qui fonde la relation sur des principes de justice. Et cela, que ce soit dans le domaine commercial, culturel, social ou financier, et également aujourd'hui dans le domaine productif, bien que ce soit arrivé tardivement sur ce dernier point. Il ne peut y avoir une intégration pleine et vertueuse s'il n'existe pas d'intégration productive qui s'appuie sur la complémentarité. C'est seulement ainsi, avec cette stratégie, que pourront être menés à bien des plans nationaux de développement qui soient durables, souverains, émancipateurs, et qui réussissent véritablement à agir sur les causes structurelles des asymétries économiques.

L'Amérique Latine a appris pendant cette nouvelle époque « *qu'il n'existe pas de changement interne sans changement de la relation avec l'extérieur* ». Le processus de substitution adéquat au cours de ces dernières années est celui qui a mis fin aux relations à des conditions monopolistes avec les économies centrales et qui s'achemine vers une nouvelle stratégie plus en phase avec les nouveaux pôles économiques, tout spécialement avec la nouvelle région. Procéder à des échanges de complémentarité plus grands au sein de la région est l'unique manière de s'émanciper, au moins partiellement, des relations inégales avec le centre économique du monde. En ce sens, il suffit de prendre acte de ce que la condition à de plus grands échanges dans un cadre de complémentarité au sein de la région, ne peut pas être exclusivement l'inflation des processus d'intégration, telle qu'elle s'est produite en Amérique Latine au cours de ces dernières années. Il ne s'agit pas de confronter ce défi aux multiples processus d'intégration régionale, dans lesquels on trouve à la fois imbrication et superposition d'objectifs d'intégration (commerciale, productive et financière). Il s'agirait plutôt d'organiser vertueusement l'Amérique Latine, de façon intelligente, dans un cadre d'intégration qui parvienne à un équilibre entre souveraineté nationale et architecture supranationale. Cela supposerait aussi une politique étatique qui limite les intérêts particuliers des entreprises et qui les réinsérerait dans de nouvelles relations économiques complémentaires avec des entreprises et des entrepreneurs étatiques de la région. Et même il faudrait penser à la possibilité pour les nouvelles modalités d'intégration de créer des acteurs économiques (privés, publics ou mixtes) qui pourraient consolider, rendre viable et défendre la dite articulation régionale.

Jusqu'à il y a peu d'années, la région avait deux grands espaces d'intégration, mutuellement exclusifs l'un de l'autre, la Communauté Andine des Nations (CAN) et le Marché Commun du Sud (Mercosur). Celui qui appartenait à l'un, ne participait pas à l'autre. Mais, depuis l'irruption du projet politique bolivarien, la ALBA-TCP, tout cela a changé. Ce nouvel espace a attiré certains pays d'Amérique du Sud, d'autres d'Amérique Centrale et des Caraïbes. Le grand bond qualitatif de ce projet est sans aucun doute de surmonter les règles injustes des échanges commerciaux. Pour la première fois dans la région, naît un système de compensation qui prétend éviter l'échange inégal, avec des prix justes, à partir d'un système de compte propre (via un Système Unitaire de Compensation Régional, SUCRE). Ce fait, auquel s'ajoute le mouvement stratégique du Venezuela, qui a abandonné la Communauté Andine des Nations (CAN) - définitivement en 2011 - pour rejoindre le Mercosur, a été déterminant pour aboutir à une région très différente en termes d'intégration. D'un autre côté la CAN, après l'attaque de l'Union Européenne avec sa proposition d'accord de libre échange, s'est également retrouvée en partie désintégrée. La CAN s'est retrouvée sans le Venezuela (il y a des décennies, en 1976, à l'ère de Pinochet, elle s'était déjà retrouvée sans le Chili), mais en plus

elle s'est retrouvée avec deux pays (Pérou et Colombie) bêtement prisonniers de l'idéologie de l'ouverture (des marchés) à travers la signature d'un Traité de Libre Echange (TLC) avec l'Europe, compliquant ainsi les conditions de coexistence avec les autres pays qui n'avaient pas accepté ces règles du jeu asymétriques. D'un autre côté, c'est un nouveau Mercosur. L'arrivée du Venezuela en fait la cinquième économie du monde et il se constitue ainsi en un espace très attractif pour son potentiel économique. La Bolivie a accepté aussi d'y entrer. Et actuellement l'Equateur est en train de penser à en faire partie. Le Paraguay en est redevenu membre de plein droit depuis les dernières élections (avec le nouveau président élu) mais beaucoup de questions se posent pour élucider les nouvelles préférences néolibérales de la politique extérieure de celui-ci. Le Mercosur devient, sans aucun doute, un nouvel acteur principal du XXIème siècle en tant qu'espace d'intégration, dans le domaine commercial, financier et productif. Mais en même temps, c'est un espace caractérisé par la grande disparité des économies qui y participent : le Brésil qui fait partie des nouvelles économies émergentes ; l'Argentine aussi qui fait partie du G20 et qui connaît une croissance tendancielle ; et maintenant le Venezuela en tant qu'autre grande puissance ; à leurs côtés, d'autres économies moins importantes qui sont en danger si elles ne satisfont pas les conditions qui éviteraient les échanges inégalitaires ; et enfin, ce qui est le plus important, une intégration productive inégalitaire qui donne lieu à des enchaînements productifs générateurs d'inégalités au profit des uns et au détriment des autres. C'est là une situation qui peut pousser ces pays à trouver attractifs les traités de libre échange.

D'un autre côté, nous ne devons pas oublier le rôle géostratégique des pays des Caraïbes qui ont été considérés par les Etats-Unis comme leur frontière naturelle pendant tout le XXème siècle, une terminologie employée par G.W. Bush, qui l'avait qualifiée de sa "troisième frontière". Pour des raisons évidentes de géostratégie régionale, Washington aspire toujours à maintenir son influence diplomatique, politique et économique dans la région. Pour cela, des projets économiques et stratégiques destinés à créer et entretenir les relations d'interdépendance avec les Caraïbes et l'Amérique latine ont été lancés. La Caricom (Communauté des Etats des Caraïbes) a été le support naturel des politiques de Washington depuis sa création. Cependant cette influence exclusive est actuellement remise en question en raison de l'importance croissante de l'initiative Petrocaribe, une alliance dans le domaine pétrolier entre certains pays des Caraïbes et le Venezuela. Elle est basée fondamentalement sur le fait que ce pays producteur de pétrole fournit son brut aux autres membres à des conditions avantageuses, (avec un financement qui atteint 40% quand le prix du pétrole dépasse les 50 dollars ; 50% s'il dépasse les 80 dollars et à 60% quand la barre monte à 100 dollars). Avec tout cela, l'Amérique centrale se constitue elle-même comme un autre espace de lutte, où les Etats-Unis continuent à avoir une très large capacité d'influence, où la Chine montre son côté expansionniste et où le Venezuela a réussi à être un allié privilégié en termes économiques, et à son tour, politiques. Nous ne devons pas oublier non plus le pari que réalise lentement le Brésil justement sur ce terrain géopolitique, pour disputer son leadership aux Etats-Unis.

En ce même sens, le premier théâtre de combat a été le Honduras avec son récent conflit électoral, où - contre tout pronostic - les données officielles désignent comme gagnant le candidat conservateur du Parti National, face à la leader progressiste (Xiomara Castro, épouse du président déchu Zelaya). Ce pays a été le théâtre d'un coup d'état militaire il y a peu d'années (2009). Maintenant il subit une intervention forte et non dissimulée de l'ambassade des Etats-Unis, dans le processus électoral, dans la formation technique et ensuite en qualité d'observateur international. Il redevient ainsi un espace de lutte pour une large majorité populaire à laquelle résiste la classe hégémonique intérieure dirigée depuis l'extérieur. Les Etats-Unis ont voulu montrer clairement que l'Amérique centrale n'était pas un espace négociable. En dépit des déclarations de John Kerry, secrétaire d'Etat des Etats-Unis, la doctrine Monroe est toujours en vigueur.

D'un autre côté, on ne peut oublier un autre fait déterminant dans cette nouvelle configuration de l'intégration régionale : l'apparition de l'Alliance du Pacifique (AP), où le Pérou, la Colombie, le Mexique et la Chine (et le Costa Rica dans un futur proche selon toute probabilité), tous ayant des accords de libre échange avec les Etats-Unis et l'Union Européenne. Ils se coordonnent entre eux et ont de solides affinités quant au modèle économique proposé. De fait cette AP ne peut être vue comme un simple accord commercial - comme un remake de la *Zone de Libre Echange de l'Amérique* (ALCA) - loin de là, mais plutôt comme un processus d'intégration néolibérale cherchant à en finir avec la décennie qui avait été « gagnée » grâce aux politiques de transformation au profit des majorités

(populaires) dans de nombreux pays de la région.

Chaque fois, le désir des Etats-Unis (et de l'Union Européenne) est plus transparent : une Amérique Latine divisée en deux, découpée, au moins en deux grandes moitiés pour qu'elle renonce ainsi à être le bloc monolithique qu'elle s'apprêtait à former dans le nouveau monde multipolaire. Des rapports récents de groupes d'experts conservateurs constatent déjà la maturité de l'Amérique Latine et l'accroissement de son poids global, ils plaident pour un espace géopolitique trilatéral Union Européenne, Etats-Unis et Amérique Latine s'appuyant sur ses racines communes « occidentales », et cela en termes strictement libéraux : droits individuels et marchés « ouverts ». Une bonne partie de l'oligarchie financière, du pouvoir concentré des médias, du capital transnational, et des grands caciques [3] nationaux, a cette même prétention : une région divisée en deux moitiés qui élimine toute possibilité de dresser et consolider une alternative globale de progrès en un sens post-néolibéral, en paix, sans guerre, avec redistribution, améliorations sociales et approfondissement démocratique.

C'est pour cela qu'au cours des derniers mois se sont accélérés les multiples mouvements d'échec dans le jeu actuel que représente le cours géopolitique en Amérique latine. La tension est à l'oeuvre entre processus réformistes, révolutionnaires et contrerévolutionnaires. Les tentatives du pouvoir hégémonique mondial ont été nombreuses pour détrôner les propositions progressistes : coups d'état avortés contre la démocratie au Venezuela (2002), en Bolivie (2008), et en Equateur (2010), mais il y en eut qui réussirent : Honduras (2009) et Paraguay (2012). Depuis le refus de l'ALCA (2005), les Etats-Unis en tête, avec l'Union Européenne à ses côtés, ne se relâchent pas jusqu'à obtenir, en premier ressort, la division en deux de l'Amérique latine, avec un bloc proche représenté par l'Alliance du Pacifique, afin ensuite, de pouvoir coloniser le reste, satisfaisant ainsi l'ambition ancienne : une cour arrière qui aille de Mexico jusqu'à Ushuaia. Cette Alliance du Pacifique est justement la pointe de lance pour asseoir les bases de la nouvelle carte géo-économique convoitée par les intérêts des grands capitaux. L'Alliance du Pacifique, menée par la Colombie et attirant des pays clé d'Amérique centrale (le Costa Rica est sur le point d'en être un nouveau membre et le Salvador vient de confirmer qu'il "pense" à son entrée dans le même bloc), continue à se construire de façon accélérée comme bloc politique régional de grande force.

C'est pourquoi, dans les prochaines années, après cette décennie gagnée qui a mis fin aux décennies néolibérales perdues, on peut imaginer une nouvelle période de combat, une sorte de décennie décisive, décennie de lutte, qui déterminera le cap de ce nouveau pôle politique et économique. L'Amérique Latine subit non seulement des dissensions internes, mais aussi externes, comme l'explique fort bien la nouvelle stratégie exposée dans le document du Conseil Atlantique intitulé : « [\*The Trilateral Bond : Mapping a New Era for Latin America, The United States, and Europe\*](#) » (« La Relation Trilatérale : Exploration d'une Nouvelle Ere pour l'Amérique Latine, les Etats-Unis et l'Europe »). Ce rapport est convaincant quant à l'importance de l'Amérique Latine au niveau mondial ; et pour cela, on y retrouve l'aspiration à incorporer ce bloc à « *l'enclos atlantique* », qui devient ainsi une priorité de la politique extérieure des Etats-Unis et de l'Union Européenne. L'Amérique Latine n'est pas seulement une région soumise à des dissensions internes, mais encore un continent doté d'une influence majeure dans le système interétatique et qui verra s'affronter des projets politiques différents voire antagonistes pour ce qui est de sa place dans l'espace global.

Par conséquent, le jeu est lancé, tout est disputé, tout est en mouvement : l'ALBA, la UNASUR, le Mercosur, l'Alliance du Pacifique, y compris la CAN, mais aussi l'*Organisation des Etats Américains* (OEA), et bien entendu, la Communauté des Etats Latino-américains et des Caraïbes (CELAC).

La disparition de Chávez, de Kirchner et de Lula de la scène politique d'une Amérique Latine dont le modèle politique présidentieliste maximise le poids des personnalités, pèsera sans aucun doute au détriment du camp politique progressiste. Ce modèle, construit autour de la rhétorique et du récit incontournables de la transformation et de la mobilisation des masses, est très lié par ailleurs à la capacité d'entraînement de ces leaders. La droite du continent, au contraire, installée dans sa médiocrité politique et le halo traditionnel de crédibilité de ses propositions technocratiques, se verrait bénéficier, en l'absence de grands leaders, d'un retour du « non politique ».

La mort de Chavez et l'offensive nationale et internationale contre le chavisme désormais mené par Maduro ; les résultats du second tour des élections du Chili qui pourraient bénéficier à Bachelet, poussée à porter un programme plus progressiste que celui de son mandat antérieur - elle parle même de changer la constitution de Pinochet - en raison des déplacements opérés dans la société civile par les mouvements sociaux ; les autres élections dans des pays stratégiques d'Amérique centrale, Costa Rica et Salvador ; le nouveau pari du Paraguay par rapport à l'Alliance du Pacifique ; le retour du modéré Tabaré en Uruguay à la place du progressiste Mujica - sauf si Constanza Moreira l'en empêche - ; les nouvelles élections en Argentine sans Christina Fernández de Kirchner après la progression du nouveau pari de la droite post-néo-libérale avec Massa ; le chaque fois plus solide non-isolement de Cuba (qui préside même le CELAC) ; les énigmes du tout-puissant Brésil avec une nouvelle politique qui devra se préoccuper plus de l'intérieur que de l'extérieur ; les élections de 2014 en Bolivie qui pourraient consolider cette proposition de changement ; les années de Correa dans son ultime (ou non) mandat avec l'objectif de poursuivre les transformations structurelles ; le Mexique qui regarde à nouveau vers le Sud, sans détourner son regard du Nord ; le modèle péruvien qui devra prouver sa durabilité s'il continue à vouloir satisfaire tout le monde sans s'interroger sur les injustices structurelles ; la succession de Santos dans une Colombie qui vit une lutte dans sa propre droite, tout en suivant en même temps un processus de paix particulier qui a consolidé ses liens avec l'OTAN ; les élections irrégulières en Honduras avec un dénouement politique et social encore incertain ; et, en plus, en toile de fond, l'accord commercial entre l'Union Européenne et les Etats-Unis.

## Quelques caractéristiques du changement d'époque en Amérique Latine

Si l'on peut affirmer que l'Amérique Latine connaît un « changement d'époque », c'est en raison de la convergence de grandes lignes de transformation qui ne ferment pas l'horizon des possibilités futures ni ne garantissent aucun destin, mais qui par contre mettent en évidence la simple restauration de l'ordre antérieur.

Réaliser une analyse, une exposition critique et une discussion des composantes de ce nouveau temps politique dans la région excède de beaucoup la volonté de ce document. Cependant, une énumération sommaire, qui se veut plus un tour d'horizon qu'une tentative d'exhaustivité, peut être utile pour caractériser a minima la scène géopolitique de la région.

En premier lieu, l'un des traits les plus évidents du nouveau temps politique est la concomitance, non fortuite, de gouvernements d'orientation démocratico-progressiste dans la région. En dépit des différents rythmes, horizons et nuances, jamais auparavant ne coïncidèrent en Amérique latine et aux Caraïbes autant d'exécutifs menant des processus de redistribution, de construction d'une souveraineté nationale et d'élargissement du champ démocratique. De plus, ces gouvernements mènent, comme on l'a déjà expliqué, des processus d'intégration et de construction régionales qui ont dépassé les limites de simples déclarations et qui visent à une transformation géopolitique. Ce phénomène, appelé « virage à gauche » ainsi que les conditions géopolitiques qui l'ont rendu possible, alors que dans le passé elles ont été brisées tant de fois, méritent une attention prioritaire pour leurs possibilités de progrès historique et pour leur implication globale. Il est bon de rappeler que l'Amérique Latine, dans une situation de violence, de déstructuration et de désenchantement, s'est convertie en un espace politique et culturel privilégié pour l'amélioration collective de la vie, et de ce fait en une référence mondiale pour les personnes et les peuples progressistes.

En second lieu, le panorama intellectuel et culturel latino-américain se trouve marqué par un certain repli défensif des idées conservatrices-libérales - qui n'ont pas disparu - et des projets des élites historiques, qui expérimentent des mutations importantes pour s'adapter aux nouveaux consensus qui se déploient, consensus qui se sont noués à partir de la crise du modèle néolibéral et qui sont fondés sur la nouvelle place centrale faites aux masses considérées comme sujet politique. Ces nouveaux consensus en formation doivent être explorés, analysés et leurs

difficultés, leurs angles morts et leurs tensions, problématisés.

Cependant, ce repli ou cette nécessité d'adaptation à un champ discursif marqué par la place centrale de certains termes, par les valeurs et les propositions progressistes, est considérablement limité par au moins deux éléments, qui conditionnent la portée relative de l'hégémonie du récit post-néo-libéral et font obstacle à sa sédimentation dans une société civile et une organisation étatique qui pourraient consolider les changements progressistes.

Pour une part, *force est de constater* [4] l'étroitesse générale d'une nouvelle position intellectuelle structurée en vue de la transition étatique, capable de conjuguer la mobilisation politique avec une gestion transformatrice et efficace. La nécessité d'occuper des positions en vue de la lutte à l'intérieur de l'appareil d'Etat, l'élargissement de la chose publique et le caractère abrupte des ruptures populaires a consommé les meilleures énergies d'une première fournée de militants politiques qui n'ont eut ainsi que peu de temps pour former leurs successeurs en termes théoriques, idéologiques et politiques. Seule une telle formation peut constituer un antidote à l'inertie des administrations et des sociétés civiles majoritairement dominées par la vieille politique, le classicisme et le conservatisme. Parmi les principales difficultés que rencontrent les processus de changement politique de type populaire, il faut mentionner celle de produire, en un moment politique marqué par l'urgence, les cadres politiques nécessaires pour construire le nouvel Etat et les cadres conceptuels pour rénover la primauté culturelle, morale et esthétique des forces émancipatrices. De plus ces deux tâches doivent, autant que possible, se développer en s'entrelaçant et en s'entremêlant. Cet aspect des choses nécessite un travail prolongé pour construire aussi bien les bases matérielles - centres d'études et d'analyses, publications, bourses, programmes de formation, moyens de diffusion de la pensée, prix littéraires et scientifiques, stimulation de la culture transformatrice, etc. - que les armatures conceptuelles, grammaticales et symboliques nécessaires à la relance de la capacité des idées du bloc populaire à déterminer l'horizon et les codes de son temps.

D'un autre côté l'habitus culturel des sociétés latino-américaines, et aussi de celles traversées par les processus d'accès populaires à l'appareil d'Etat, continuent à être marqué majoritairement par des pratiques sociales, des horizons esthétiques et des aspirations qui répondent à la plus grande capacité de séduction des mythes, fictions tendancieuses et valeurs du capitalisme : violence, machisme, consumérisme, culture de l'indiscipline et de l'immédiateté, inefficacité, irresponsabilité, etc. Ceci constitue un frein considérable et puissant - tout spécialement par son caractère « invisible » - aux processus qui cherchent, en partant des communautés populaires, à fonder une sphère publique socialiste pour le bien vivre, le vivre bien, le socialisme du XXIème siècle ou toute autre conception dont le but principal serait l'expansion de l'égalité et de la liberté. Il s'agit ici, d'affronter une lente modification anthropologique sans laquelle les modifications juridico-institutionnelles courent toujours le risque de rester comme des tranchées démantelées.

En même temps, il est important de récupérer une analyse sur les droites latino-américaines et sur les actions des groupes économiques et financiers. Le regard porté sur les dernières décennies, focalisé principalement sur les mouvements sociaux et sur l'Etat, nous a conduit à reléguer au cours de l'analyse des « adversaires » au centre de la lutte que mènent ces gouvernements à l'heure de l'introduction de changements économiques et politiques. Il devient nécessaire de construire une carte des acteurs qui depuis le camp conservateur produisent des analyses, des propositions, des interprétations et des expressions qui par la suite deviennent des munitions de premier ordre pour la bataille politique. Cette analyse ne doit pas se contenter d'identifier les centres ou les institutions d'études, mais diagnostiquer leurs principales stratégies dans la lutte pour la signification, l'interprétation et la projection du présent.

En troisième lieu, l'Etat redevient le centre de la discussion politique et sociale, non plus comme un problème, mais comme un espace privilégié - encore que non unique - de la politique et de la vie en commun. Sa réforme rouvre une grande partie des questions historiques relatives aux processus d'émancipation : leur relation avec la construction de la communauté, avec la démocratie, la représentation et la liberté, leur articulation avec le territoire et avec la diversité ethnique, leur transformation, leur institutionnalisation et l'équilibre de leurs forces, leur autonomie relative

et leurs inerties. La question de l'Etat, comme « machine », « système d'appareils et de dispositifs » ou « champ de lutte », est en Amérique latine, en particulier dans ses processus d'avant-garde, celle de la transition, qui oblige la pensée critique à travailler pour articuler la politique comme conflit et la rupture avec la politique comme gestion et construction de l'ordre ; le triangle dont parle Rafael Correa pour se référer à la nécessaire conciliation entre la liberté, l'égalité et l'efficacité.

En quatrième et dernier lieu, le socialisme ou la proposition de construction d'un gouvernement populaire, revêt une certaine importance politique non pas tant comme programme déjà ficelé mais comme horizon, comme tension émancipatrice. Mais cette représentation donne des signes de relatif épuisement. En effet les processus de changement et les gouvernements populaires se heurtent à des difficultés qui ne figurent pas dans les vieux manuels. Dès lors, sous l'excuse de ne pas anticiper et de pas imposer de paradigmes, la réflexion critique ne paraît pas avoir transcendé le moment de la rupture ni avoir osé suggérer des lignes de développement. Il s'est donc substitué à cette réflexion critique défaillante la simple constatation des contradictions et la célébration de l'idéologie de l'immédiateté. La consolidation de ce temps historique de transformations exige de penser les conditions de l'« irréversibilité relative ». Une irréversibilité désignée comme « relative », puisque dans des conditions de liberté, personne ne peut être catégorique. Bref l'exigence est de penser les ancrages politiques, culturels et institutionnels qui peuvent fortifier les positions conquises sans scléroser les possibilités de conquête de places fortes nouvelles et plus ambitieuses. Ceci passe, nécessairement, par la construction d'institutions efficaces qui convertissent en habitudes quotidiennes les avancées réalisées, qui n'exigent plus une mobilisation permanente pour les défendre, et qui construisent un Etat institutionnel qui réponde aux besoins urgents des secteurs subalternes.

Un moment historique aussi riche, traversé par autant de défis, si fertile, dont la lecture est une guerre en soi, exige analyses, études et interprétations audacieuses. Il est nécessaire de renouveler le programme de la rupture dans la région, de livrer la bataille intellectuelle pour fixer les termes des confrontations à venir - parmi lesquelles, celle de la controffensive conservatrice régionale non dissimulée - et proposer des buts stratégiques au progrès populaire. Ni le monde universitaire, ni ceux qui se consacrent au travail intellectuel ne peuvent rester en marge de cet effort, au risque de se transformer en statue de pierre en plein milieu d'un processus historique, simples preneurs de notes, gardiens de la vérité des textes classiques ou donneurs d'opinions occasionnels.

## La décennie décisive, décennie de lutte en Amérique Latine

Après avoir caractérisé la décennie gagnée et noté les traits de ce changement d'époque, la lutte prochaine relève de l'évidence. C'est une lutte qui se livre déjà et qui va faire des années qui viennent des années décisives, mettant en priorité la recherche des conditions d'irréversibilité relative qui pourraient renforcer, approfondir ce changement d'époque au niveau régional en donnant un poids plus grand à la volonté et au bien-être des majorités.

Il y a plus de dix ans, nous montrions comment la région avait réagi contre la progression de l'appauvrissement des majorités et aussi contre le renoncement à la souveraineté nationale, engageant alors le changement de direction dans lequel nous nous trouvons aujourd'hui, dans lequel on continue de mettre en place des politiques de redistribution des richesses, d'amélioration des conditions de vie populaires, de récupération de la souveraineté bafouée, ou d'incorporation à la réalité politique de larges couches de la population qui avaient été rendues invisibles.

Mais ce qui est en jeu maintenant c'est la direction à donner à ce corollaire du changement : au delà des conquêtes de la décennie gagnée, c'est notre tour de faire nôtre la décennie qui vient, de l'écrire avec nos propres noms, avec notre propre langage, avec nos objectifs propres, avec nos propres plaisirs, de dessiner la scène et de choisir le terrain de la lutte. Il nous revient de devancer les périls, et d'éviter de se faire infecter par un aimable néo-capitalisme.

Les processus de changement et les gouvernements populaires se heurtent à des difficultés qui ne sont pas dans les vieux manuels. Nous sommes à un moment où il faut innover et s'émanciper des projets caduques. C'est le moment de revitaliser la réflexion et la pensée latino-américaine, avec ce désir de continuer à faire partie de la pépinière des idées progressistes, populaires et démocratiques en faveur d'un changement social dans un sens émancipateur.

**Centro Estratégico Latinoamericano Geopolítico (CELAG)** composé de Alfredo Serrano Mancilla, Docteur en Sciences Economiques. Iñigo Errejón Docteur en Sciences Politiques. Auxiliadora Honorato Licenciée en Droit. Esteban De Gori Docteur en Sciences Sociales. Sergio Pascual Master en Anthropologie, candidat au titre de Docteur. Sergio Martín Carrillo Master en Sciences Economiques, Candidat au titre de Docteur.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#). par : Paul Rouet

[El Correo](#). Paris, le 27 novembre 2013.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

---

[1] Note du traducteur : la « région » doit être entendue dans ce texte comme étant formée de l'ensemble géographique des pays de l'Amérique Latine.

[2] Comprendre ici l'ouverture des marchés (NdT)

[3] Cacique, vieux chef indien, prend ici le sens d'« expert » ou « conseiller » NdT.

[4] Force est de constater : locution verbale ajoutée lors de la traduction, NdT